



Section départementale de Seine-Saint-Denis
SNFOLC 93 – Union locale FO
Bourse du travail, 24 rue de Paris, 93100 Montreuil
Tél. / fax : 01.55.86.24.47 ou 06.82.35.15.71
Mail : snfolc93@gmail.com

Pour le retrait total de la réforme des retraites !
Motion du conseil syndical du SNFOLC 93 réuni le vendredi 24 mars

Cela fait plus de deux mois que notre syndicat est pleinement partie prenante de la bagarre menée par des millions de travailleurs et de jeunes qui, par la grève et les manifestations, cherchent à imposer le retrait de la réforme des retraites ! Nous ne voulons ni du recul de deux ans de l'âge légal de départ en retraite, ni de l'accélération du rythme de l'augmentation de la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite à taux plein, ni de la remise en cause des régimes spéciaux !

Depuis plus de deux mois les délégués et syndiqués du SNFOLC 93 interviennent pour aider à la discussion dans les salles des professeurs, pour aider à l'organisation de la grève. Depuis plus de deux mois, les journées d'action appelées par les confédérations et fédérations syndicales nationales sont massivement suivies. Depuis plus de deux mois se multiplient dans nos établissements les initiatives telles que caisses de grève, reconductions de la grève, délégations auprès d'autres établissements pour faire la jonction, piquets de solidarité avec les travailleurs qui ont reconduit et/ou reconduisent la grève comme les éboueurs, les cheminots, les agents de la RATP, etc.

A partir du jeudi 16 mars, Macron et son gouvernement ont décidé de précipiter le passage en force : utilisation du 49-3 ; allocution du président dans laquelle il explique que non content de maintenir la totalité de sa réforme, il entend, dans la foulée, mettre à exécution ses autres projets comme le Pacte enseignant qui mine notre statut ; recours à la matraque, aux arrestations arbitraires, aux gardes à vue pour faire taire les revendications.

On l'a vu et on le voit lors de la reconduction de la grève dans des secteurs tels que celui des éboueurs, l'énergie ou les raffineries, on l'a vu et on le voit lors des manifestations spontanées qui se multiplient depuis le 16 mars, on l'a vu dans le puissant déploiement de la grève et de la manifestation d'hier : les provocations du gouvernement n'ont fait que renforcer la colère et la détermination de l'ensemble des travailleurs et des jeunes, de nos collègues et de nos élèves, à obtenir le retrait de la réforme.

Les différentes interventions lors de notre conseil syndical ont convergé sur une question : *Que peut-on faire maintenant ?*

Les confédérations et fédérations syndicales nationales ont lancé hier jeudi 23 mars un nouvel appel.

En total accord avec la position de sa confédération *Force Ouvrière* et de sa fédération la FNEC-FP-FO, le conseil syndical du SNFOLC 93 estime que « *l'arme des travailleurs, c'est la grève* », et non le conseil constitutionnel ou le référendum d'initiative populaire.

Les confédérations et fédérations syndicales nationales appellent à la grève et à des manifestations le mardi 28 mars. La 10^{ème} journée d'action en un peu plus de deux mois.

Face à l'obstination d'un gouvernement qui refuse de retirer une réforme très majoritairement rejetée, face à la violence d'un gouvernement qui utilise la répression policière, **le conseil syndical du SNFOLC 93 estime que confédérations et fédérations n'ont d'autre choix que d'en appeler dans l'unité à la grève totale jusqu'au retrait, la « grève pour gagner » - en un mot à la grève générale.**

Le CCN de Force Ouvrière, le « parlement » de notre confédération, se réunit les 29 et 30 mars prochain. Le conseil syndical du SNFOLC 93 fait confiance dans cette instance, qui en a statutairement la prérogative, pour qu'elle lance une telle proposition aux autres organisations syndicales nationales.

Le conseil syndical du SNFOLC 93 décide de soumettre ces questions à la discussion des assemblées générales et des heures d'informations syndicales qui se réuniront dès lundi afin d'aider à la construction et à l'organisation de la grève, du « tous ensemble » qui permettra d'imposer le retrait de la réforme.

Votée à l'unanimité des 18 présents